

Contributions traitées

Ce texte de synthèse intègre les contributions de :

- [Belgian Disability Forum \(BDF\)](#)
- [Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale](#)
- [ATD Quart Monde Belgique.](#)

Certaines autres contributions sont couvertes par le texte de synthèse des ONG, mais sont partiellement applicables à ce texte (par une référence dans l'une des contributions ou par la discussion au cours du SDG Forum) :

- [Associations 21](#)
- [Habitat et Participation](#)
- [Luttés Solidarités Travail](#)
- [Reset Vlaanderen.](#)

Sur quels ODD les partenaires travaillent-ils eux-mêmes ?

- Les réponses montrent que les organisations soutiennent ou promeuvent des actions autour de plusieurs ODD, avec certains accents.
 - Le [BDF](#) travaille selon les principes suivants : " ne laisser personne de côté ", " connectivité et indivisibilité " et " inclusivité ". L'accent est principalement mis sur les ODD 1, ODD 3, ODD 4, ODD 5, ODD 8, ODD 10 et ODD 11. Par le biais de divers canaux de communication, le BDF fournit des informations sur l'importance des ODD pour les personnes handicapées.
 - Le [Service de lutte](#) a produit un [rapport important sur la durabilité et la pauvreté](#). Les ODD constituent le cadre du présent rapport. Le service de lutte a été reconnu comme SDG Voice. Les ODD prioritaires importants pour son propre fonctionnement sont l'ODD 1 et l'ODD 10. Les différentes activités du Service de lutte abordent tous les ODD.
 - Pour [ATD](#), l'ODD 1 est au cœur de ses activités. L'organisation fait référence à un projet important qui peut contribuer à la réalisation de tous les ODD dans notre pays. Il s'agit d'un projet de [recherche participative](#), en partenariat avec l'Université d'Oxford. Dans ce projet, les personnes en situation de pauvreté, les professionnels et les diplômés universitaires peuvent travailler ensemble. L'objectif de ce projet est de parvenir à de meilleures politiques de réduction de la pauvreté au niveau national et international. La compréhension du caractère multidimensionnel de la pauvreté n'est pas toujours suffisante.
- Quelques éléments généraux (issus de la discussion lors du SDG Forum) :
 - La discussion a mis en évidence que les processus de transition en général ne sont souvent pas très inclusifs. Tous les groupes sociaux ne peuvent pas y participer pleinement. Ce sont souvent les groupes les plus vulnérables qui sont le plus durement touchés, notamment par le changement climatique, mais qui ont le moins de ressources pour s'en protéger.

Quels sont les thèmes ou les ODD prioritaires pour la Belgique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?

- Les réponses des organisations mettent l'accent sur différents points.
 - Les questions prioritaires sont : (1) une augmentation drastique du nombre de logements abordables et de qualité, (2) le soutien aux économies d'énergie et d'eau pour les familles et les locataires à faibles revenus, (3) une plus grande offre d'emplois de qualité pour les personnes peu qualifiées, (4) l'égalité des chances en matière d'éducation. (Service de lutte)
 - La Belgique ne parvient pas à mettre en œuvre le principe "ne laisser personne de côté". Chaque décision politique devrait poser la question de savoir si les personnes handicapées ont accès à cette politique ou mesure. Une plus grande attention est nécessaire pour les ODD 1, ODD 3, ODD 4, ODD 5, ODD 8, ODD 10 et ODD 11. Afin de parvenir à une société plus inclusive, des politiques plus fortes sont nécessaires, entre autres : la lutte contre la pauvreté, l'emploi inclusif, la cohésion sociale, de meilleures données, l'élimination de la discrimination dans le statut des cohabitants et des couples mariés, l'accessibilité, l'élimination de la fracture numérique. (BDF)
 - Il est nécessaire de mieux financer la rénovation énergétique des logements (privés et sociaux) loués par des personnes à faibles revenus. Les propriétaires devraient être encouragés ou obligés de faire des interventions dans leur propriété. Sinon, les prix deviennent trop élevés pour les locataires et ils risquent d'être expulsés. (ATD)
 - Il faut accorder plus d'attention au lien entre la transition juste et la justice sociale. Si cela est mis en place, la justice sociale peut devenir un moteur pour la transition juste, qui à son tour peut réduire les inégalités. La Conférence nationale sur la transition juste sera un moment important à cet égard. (ATD)
 - Il est important de considérer la pauvreté comme une conséquence des violations des droits de l'homme et pas seulement comme la responsabilité individuelle des personnes en situation de pauvreté. (ATD)
- Quelques éléments généraux (issus de la discussion lors du SDG Forum) :
 - Au cours de la discussion, la crise du logement a été très largement évoquée. Pour les personnes vulnérables ou à faible revenu, il existe de véritables problèmes structurels sur le marché du logement. Il n'y a pas assez de logements abordables et de qualité pour ces groupes. Les mesures de rénovation énergétique des logements sont principalement destinées aux personnes à revenus moyens et élevés. Au sein d'un quartier, l'amélioration de la qualité énergétique des maisons individuelles de propriétaires disposant par exemple d'un revenu suffisamment élevé peut provoquer des effets de déplacement dans le quartier, rendant la situation encore plus difficile pour les personnes à faibles revenus. Il faut changer l'application du principe de "cohabitation". Aujourd'hui, elle fonctionne souvent au détriment des personnes à faibles revenus. Il faut espérer que le VNR sera l'occasion de parvenir à une politique interfédérale plus cohérente.
 - Une critique générale a également été formulée à l'égard du processus d'examen national volontaire dans son ensemble. Toutes les organisations ne peuvent pas y participer pleinement. Il y a également un problème avec trop de processus parallèles de consultation de la société civile par le gouvernement. Cela exige beaucoup trop d'énergie de la part d'organisations qui manquent déjà souvent de ressources.

Quelles questions nécessitent des changements au niveau européen ou international pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 ?

- Les organisations soulignent un certain nombre de problèmes :
 - Les questions prioritaires sont : (1) le développement de mesures, d'instruments et de fonds en fonction d'un financement équitable des politiques climatiques, (2) un accent plus marqué sur les inégalités et la manière de les réduire, (3) le renforcement des droits en matière d'énergie, d'eau, de mobilité et d'internet. (Service de lutte)
 - Les législateurs européens devraient accorder une attention plus systématique à l'inclusion. Cela inclut la "e-société" et la numérisation en général. Les gens devraient toujours avoir la possibilité de bénéficier de services qui ne sont pas numériques. Même pour des mesures spécifiques, par exemple l'interdiction des pailles en plastique, l'impact possible sur les personnes handicapées doit toujours être pris en compte. Il devrait également y avoir davantage de forums pour l'échange de bonnes pratiques entre les États membres. (BDF)
 - Pour l'ODD 1 et l'ODD 13, le Fonds social pour le climat est en principe un bon outil. L'essentiel est de veiller à ce que ce fonds atteigne les personnes à faibles revenus, vivant dans des logements mal isolés et dans des régions où les transports publics sont peu développés. (ATD)
 - Pour l'ODD 10, il est nécessaire de renforcer la lutte contre la discrimination fondée sur le statut socio-économique. La FRA peut contribuer à cette fin. (ATD)

Quels messages clés souhaiteriez-vous voir figurer dans le VNR ?

- Les organisations ont quelques suggestions :
 - Un accent fort sur le principe de "ne laisser personne de côté". (BDF)
 - L'importance d'une transition juste, en mettant l'accent sur le financement équitable de la politique climatique. (Service de lutte)
 - L'importance de mieux surveiller les inégalités et les effets de Matthew dans notre société. Une attention particulière doit être accordée au non-recours aux droits. (Service de lutte)
 - Un choix d'analyse ex ante et ex post des mesures politiques, avec la participation des personnes en situation de pauvreté. (Service de lutte)
 - L'urgence de penser et d'agir dans une perspective à long terme. Les mesures concernant les personnes en situation de pauvreté sont trop souvent provisoires. Il est nécessaire d'adopter une politique plus systémique. (ATD)
 - Une plus grande attention et reconnaissance des contributions de tous - y compris de ceux qui sont souvent ignorés - aux ODD. (ATD)
 - Une meilleure utilisation des outils existants pour agir de manière plus participative et cohérente. Pour la réalisation de l'ODD 1, [l'accord de coopération](#) existant constitue une bonne base. (ATD)